

Soudan Frédérique,
Le Yémen ottoman
d'après la chronique d'al-Mawza'i

Le Caire, 1999, IFAO (coll. « Textes arabes et études islamiques » n° 37). 27,5 × 20 cm, XVII + 438 p. (texte français), 178 p. (texte arabe).

Ce volumineux ouvrage comprend l'édition du texte arabe de la chronique de Šams al-Din 'Abd al-Šamad b. Ismā'īl al-Mawza'i, ainsi que sa traduction en français suivie d'un aperçu historique sur la conquête du Yémen par les Ottomans et sur leur domination du pays jusqu'en 1635.

L'intérêt de cet ouvrage est multiple. Il aborde une période cruciale de l'histoire moderne du Yémen, celle du long processus d'unification politique sous l'effet des Ottomans d'abord, des imams zaydites de la dynastie des Qasimites ensuite. Bien que décisive dans la formation du Yémen contemporain, cette période n'a pas jusqu'à présent retenu auprès des chercheurs toute l'attention qu'elle mérite. Par cet ouvrage, F.S. rend accessible une source historique importante, et ceci sous une forme particulièrement soignée. Certes comme il était d'usage en son temps l'auteur, qui occupait la fonction de substitut du cadi de la ville de Ta'izz, ne fait pas mystère de ses sentiments. Ses sympathies pro-ottomanes et son hostilité envers les Zaydites sont d'autant plus vives que l'ouvrage a été composé à la demande de l'émir Safar, gouverneur ottoman de la ville de Ta'izz et de ses environs à partir de 1618. Cependant, au-delà de ce parti-pris, la présente chronique se distingue des autres sources narratives de l'époque par la richesse, la diversité et la densité des informations qu'elle nous livre sur la ville de Ta'izz et le Yémen méridional, surtout dans la dernière partie consacrée au pouvoir de l'émir Safar sur la région. On ne peut cependant manquer d'être surpris par la manière abrupte dont s'achève cet ouvrage destiné avant tout à justifier et à glorifier les actions de cet émir. En effet la chronique s'achève sur des événements survenus durant le mois de rabi' II de l'année 1031 / février 1622 alors que visiblement l'émir était toujours en poste à Ta'izz.

L'édition de cette chronique est à juste titre basée sur le manuscrit de Paris dans la mesure où il est à la fois le plus ancien et le plus complet. Mais elle tient aussi compte des textes nettement plus tardifs conservés à Rome et à Istanbul. Les conditions d'acquisition du manuscrit par la BNF auraient mérité qu'on s'y arrêtât. En effet, la marque de propriété signalée sur la page de titre est pratiquement identique à celle que nous avons retrouvée dans un autre ouvrage yéménite provenant du même fonds de manuscrits orientaux et dont nous avons établi et publié le texte ainsi que sa traduction (1). Cette similitude laisse supposer que les deux ouvrages, et d'autres encore peut-être, proviennent d'une même bibliothèque privée et ont connu un cheminement identique jusqu'à Paris, probablement par l'in-

termédiaire de l'orientaliste Charles Schéfer qui les aurait acquis à Istanbul.

Le texte arabe a été établi et édité avec une rigueur et une précision exemplaires par F.S. Il vient opportunément souligner l'indigence du travail réalisé par 'Abd Allāh al-Hibši et paru à Beyrouth en 1986. Sans nul doute, l'édition de F.S. s'imposera dorénavant comme la seule référence.

Quant à la traduction du texte, qui occupe 190 pages de l'ouvrage, F.S. lui a accordé tout autant de soin. Elle s'est efforcée, souvent avec beaucoup de bonheur, de rendre en un français quelque peu archaïsant le style recherché et très littéraire utilisé par l'auteur, tout en réussissant à garder au texte sa vivacité. Elle n'a pas reculé non plus à traduire de manière souvent très heureuse des citations poétiques aux qualités littéraires et historiques dans l'ensemble nettement moins pertinentes, mais qui illustrent abondamment la chronique. Cependant, quelques passages dans la traduction paraissent discutables. Ainsi le propos portant sur l'émir circassien Iskandar « *atā-hu qāṣid mawlānā al-sultān Salīm* » (p. 15/6 b) ne peut pas être rendu par « l'ambassadeur de notre seigneur, le sultan Salīm, marcha contre lui » (p. 52). Il faut comprendre ici qu'il s'agit d'un envoyé chargé de rallier à la cause ottomane ledit Iskandar. Cela ne devait d'ailleurs pas être particulièrement difficile puisqu'en 1516 les forces mameloukes n'étaient établies que depuis un an à peine à Zabid. Aussi leur assise restait-elle fragile dans le pays, ces troupes avaient donc tout intérêt à se rallier au nouveau pouvoir fort, à l'instar de ce que fit peu après Ḥayr al-Din à Alger. N'oublions pas non plus qu'une partie des troupes était constituée de mercenaires ottomans. De même, le passage « *qut'at al-bunn al-yābisa allatī ahrabat diyār-ahum* » (p. 77/52 b) ne peut pas signifier « les plantations de café sec qui contribuaient à désoler leurs domaines » (p. 132) mais entendons par là « la taxe imposée sur le café séché qui ruinait leurs régions ». Toujours à propos de cette taxe, ce sont pas non plus les « hauts conseillers du gouverneur » (p. 132) qu'il faut comprendre sous « *ğamā'a min 'uqalā'-ihim* » (p. 78/53 a), mais au contraire « un groupe de chefs de clans » des villages, probablement impliqués dans la collecte des revenus de l'État. Dès lors, ils avaient des raisons évidentes d'estimer que « la suppression totale de cette taxe ne pouvait être envisagée ». Signalons aussi ce passage concernant la révolte de Šarqābī, un notable du Yémen méridional, et de ses partisans contre l'émir Safar. Le mot « *dawla* » (p. 135/93 b) ne peut pas être rendu par « la dynastie » en l'occurrence ottomane (p. 192). Ce n'est pas à celle-ci que

(1) Michel Tuchscherer, *Imams, notables et bédouins du Yémen au XVIII^e siècle*. Présentation et traduction de la chronique de 'Abd al-Rahmān al-Bahkālī : *Quintessence de l'or du règne de chérif Muḥammad b. Aḥmad*. Le Caire, IFAO, 1992, 225 p. ; *Hulāṣat al-`asḡād min ḥawāḍit al-ṣarīf Muḥammad b. Aḥmad*. Édition du texte arabe de la chronique de 'Abd al-Rahmān al-Bahkālī, 'Adnān Darwīsh, Michel Tuchscherer, Damas, Institut français d'études arabes, 2000, 417 p.

les révoltés espéraient échapper par la ruse mais bien à « l'autorité de l'État » ou plus simplement encore au « gouverneur », sens que le terme avait d'ailleurs couramment lorsque le voyageur danois Niebuhr visita le Yémen en 1763.

F.S. est nettement moins convaincante dans son travail lorsqu'elle propose, après la traduction de la chronique, une synthèse sur la conquête du Yémen et sa domination par les Ottomans. Son rappel de l'intégration des différentes provinces arabes dans l'Empire ottoman au cours du XVI^e siècle (p. 231-239) est très succinct et ne nous apporte rien de nouveau. Par contre son analyse est plus solide lorsqu'elle aborde plus spécifiquement le Yémen, notamment parce qu'elle a consulté les principales sources, y compris celles demeurées encore à l'état de manuscrits. Elle s'appuie de même sur les travaux réalisés par les chercheurs. On ne peut pas lui reprocher de ne pas avoir suffisamment pris en compte ceux de Salih Özbaran, de Cengiz Orhonlu et de Halil Sahillioğlu, plus difficilement accessibles car essentiellement rédigés en turc. Revenons néanmoins sur quelques points abordés dans cette analyse et commençons par l'importance accordée aux Portugais au cours du XVI^e siècle au Yémen, en mer Rouge et dans l'océan Indien. En faire les maîtres de « la côte méridionale de la péninsule Arabique, depuis Aden jusqu'à Mascate » (p. 244) dans les années précédant l'intervention ottomane directe de 1538 est une surestimation de leur influence réelle. S'ils disposaient de solides appuis auprès du sultan de Qishn et sur la côte omanaise, leur autorité réelle ne durait que le temps de leurs incursions répétées, mais ne prenait jamais un caractère durable (2). Il en était de même en Éthiopie (note 13 p. 235). Lorsque Özdemir pacha conquit aux alentours de 1555 une partie des zones côtières de l'Éthiopie, la présence portugaise, conséquente au moment de l'affrontement entre les troupes musulmanes de Ahmed Gran et les armées de l'empereur chrétien entre 1541 et 1543, était déjà réduite à peu de choses. En fait dès 1538, Ottomans et Portugais étaient engagés dans des négociations pour parvenir à un modus vivendi dans l'océan Indien (3). Il devint réalité, mais garda un caractère fragile et relatif à partir de 1555. Les Portugais ne pouvaient donc pas être considérés comme les « maîtres de l'océan Indien et des côtes de la mer Rouge », ni à fortiori « de l'important trafic qui s'y déroulait » (p. 331).

F.S. reprend largement à son compte l'idée d'un déclin à la fois de la puissance ottomane au-delà de la fin du règne de Soliman le Magnifique, et des pays arabes conquis, en particulier le Yémen. L'une et l'autre méritent discussion. Comment donc expliquer le maintien jusqu'au début du XX^e siècle d'une puissance dont le déclin aurait sérieusement commencé dès la seconde moitié du XVI^e siècle. Plusieurs recherches menées au cours des dix dernières années montrent de façon pertinente que l'Empire a su, avec plus ou moins de bonheur, traverser les crises et

s'adapter aux situations chaque fois nouvelles. Ce fut en particulier le cas à la fin du XVI^e siècle, comme l'a notamment montré Dina Rizk Khoury dans son étude sur Mossoul (4). Le point crucial dans le cas si particulier du Yémen, c'est l'échec ottoman parmi les populations chaféites du Yémen. À partir des années 1620, celles-ci sont de plus en plus nombreuses à rallier l'imam zaydite et à dénier toute légitimité au souverain ottoman. Notre chroniqueur en donne d'ailleurs un bel exemple avec 'Ali al-Šarġabī ce puissant notable sunnite de la région de Ta'izz qui, en raison de ses contacts secrets avec des membres de la famille de l'imam, va être exécuté par le nouveau gouverneur Faqīl à son arrivée en 1622. Ce déni de légitimité par des populations sunnites envers le sultan ottoman singularise dès lors le Yémen par rapport à tous les autres territoires arabes de l'Empire ottoman. La même question ne commencera à s'y poser que deux siècles et demi plus tard. On ne saurait réduire cette affaire à une simple réaction des populations aux « exactions, turpitudes, corruptions » (p. 389), maux auxquels les populations de l'Égypte, des provinces syriennes, irakiennes ou anatoliennes étaient pareillement soumises, mais sans réagir pareillement.

L'affirmation d'un déclin économique du Yémen lié à l'expansion ottomane (p. 330) ne peut pas non plus être sérieusement retenue. Depuis les hypothèses de Lane, puis de Braudel sur la reprise du commerce des épices en mer Rouge, confirmées par des travaux plus récents sur les réseaux commerciaux dans l'océan Indien au XVI^e siècle, le poivre et les épices affluaient à nouveau en mer Rouge à partir des années 1540 sûrement, plus tôt encore sans doute d'après de récents dépouillements que nous avons effectués dans les archives du Caire. Les ports yéménites en profitèrent très largement. Si les marchands de l'Inde ne relâchaient plus à Aden, ce n'était pas en raison « de l'instauration du régime militaire turc » (p. 330), mais parce que le port était trop exposé aux menaces portugaises. Et ce fut le début du développement de Moka, bien plus sûr à l'abri du détroit de Bāb al-Mandab. De même l'expansion de la culture caféière à partir des années 1570, donc après la pacification réalisée par Sinan pacha, eut des répercussions durables et en profondeur sur une bonne partie de la population yéménite. Seul l'état actuel des sources disponibles ne permet pas d'en mesurer les effets. En tout état de cause, cette économie caféière était essentiellement liée aux exportations en direction de l'Empire ottoman. Les Européens n'y jouèrent un rôle actif qu'à partir des années 1680, les Anglais d'abord, rejoints par les Hollandais ensuite puis les Français. Les marchands de la Compagnie néerlandaise des

(2) Voir à ce propos Robert Bertram Serjeant, *The Portuguese off the South Arabian Coast*. Oxford, 1963.

(3) Salih Özbaran, « Osmanlı İmparatorluğu ve Hindistan yolu », *Tarih Dergisi* XXXI, 1977, p. 105-6

(4) Dina Rizk-Khoury, *State and Provincial Society in the Ottoman Empire. Mosul 1540-1834*. Cambridge, Cambridge University Press, 1977, 253 p.

Indes orientales ouvrirent effectivement en 1621, non pas « une usine de torréfaction du café » (p. 331), transposition sans doute malencontreuse et dénué de tout fondement du terme « factorerie » couramment utilisé à l'époque, mais un simple comptoir. Leur intérêt était alors non pas de se procurer du café, mais de s'insérer dans les réseaux commerçants liant Moka à divers ports de l'océan Indien afin d'en tirer les moyens en numéraire devant servir à financer le commerce d'Amsterdam à partir de la Chine et de l'archipel indonésien.

Ces erreurs d'interprétation de l'histoire du Yémen sous les Ottomans, ainsi qu'un certain nombre de coquilles, en particulier dans l'appareil critique, n'ontent rien à la qualité remarquable du travail d'édition du texte arabe de la chronique d'al-Mawza'i et de sa traduction en français. Pour les chercheurs qui ne manqueront pas de se servir de ce travail, un index plus complet établi à partir de la traduction et comprenant notamment les termes techniques, de même qu'un index réalisé à partir du texte arabe, auraient été de précieux outils.

*Michel Tuchscherer
Université de Provence – IREMAM*